

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE



UNION-DISCIPLINE-TRAVAIL

SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU PREMIER
MINISTRE, CHARGE DU BUDGET ET
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

MINISTRE DE L'ECONOMIE ET
DES FINANCES

EXECUTION DU BUDGET A FIN DECEMBRE 2018

COMMUNICATION EN CONSEIL DES MINISTRES RELATIVE A L'EXECUTION DU BUDGET A FIN DECEMBRE 2018

La présente Communication en Conseil des Ministres vise à faire le bilan de l'exécution du budget de l'Etat à fin décembre 2018 à travers l'analyse de la mobilisation des ressources et de l'exécution des dépenses.

I- MOBILISATION DES RESSOURCES

A fin décembre 2018, les ressources ont été mobilisées à hauteur de **6.220,8 milliards de FCFA** pour une prévision de 6.348,1 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 98%. Ces réalisations comprennent 6.083,4 milliards de FCFA de ressources budgétaires (recettes fiscales, recettes non fiscales, mobilisations sur les marchés monétaire et financier et ressources extérieures) et 137,5 milliards de FCFA de ressources de trésorerie.

Les recettes fiscales ont été recouvrées à hauteur de **3.302,7 milliards de FCFA**, avec un écart négatif de 83 milliards de FCFA par rapport à l'objectif de 3.385,7 milliards de FCFA. Ce résultat est principalement lié aux performances moindres que prévues en matière de recouvrement des impôts et taxes suivants :

- **la taxe sur la valeur ajoutée** en régime intérieur a été recouvrée à hauteur 384,8 milliards de FCFA pour une prévision de 412,5 milliards de FCFA. L'écart négatif de 27,6 milliards de FCFA s'explique principalement par la baisse du chiffre d'affaires des entreprises de télécommunications, en rapport avec l'intensification de leur politique d'octroi de bonus et par un niveau plus élevé des déductions liées aux investissements ;
- **les taxes à l'importation sur les produits pétroliers** ont été collectées à hauteur de 296,2 milliards de FCFA, en retrait de 26,8 milliards de FCFA par rapport à l'objectif de 323 milliards de FCFA. Ce niveau de recouvrement résulte de la taxation moins favorable que prévue du gasoil (149,2 francs/litre contre un objectif de 162,6 francs/litres) et des volumes de carburant mis à la consommation plus faibles que projetés ;
- **les taxes à l'importation sur les marchandises générales** enregistrent un écart négatif de 21,3 milliards de FCFA, avec un niveau de recouvrement de 843,6 milliards de FCFA par rapport à la prévision de 864,8 milliards de FCFA. Ce résultat dérive d'un niveau plus faible qu'attendu du volume d'importation des marchandises générales en droit commun, en lien avec l'impact du démarrage de la mesure d'interdiction d'importation des véhicules de plus de 5 ans et l'instauration du certificat de conformité à l'importation ;
- **les impôts sur les revenus et salaires** se sont établis à 485,8 milliards de FCFA, contre une prévision de 500,8 milliards de FCFA. L'écart négatif de 15 milliards de FCFA résulte d'un niveau de recouvrement moindre que prévu au titre des EPN et des sociétés d'Etat ;
- **les taxes à l'exportation (DUS)** ont été perçues à hauteur de 380,8 milliards de FCFA, enregistrant un écart négatif de 9 milliards de FCFA par rapport à l'objectif de 389,8 milliards de FCFA. Cet écart s'explique, d'une part, par un niveau plus faible que projeté du prix CAF moyen du cacao (1 198,9 f/kg contre une projection de 1 223,2 f/kg) et, d'autre part, par un niveau moindre qu'attendu des autres DUS collectés sur la cola, le karité, le diamant et le bois (-9,6 milliards).

L'effet des résultats négatifs susmentionnés a été toutefois atténué par les résultats positifs enregistrés dans le recouvrement des revenus du pétrole (+7,8 milliards de FCFA), des revenus du gaz (+5,6 milliards de FCFA), de l'impôt BIC hors pétrole (+5,4 milliards de FCFA), de la taxe ad-valorem (+3,6 milliards de FCFA) et des impôts sur le revenu des capitaux mobiliers (+3 milliards de FCFA).

Les recettes non fiscales ont été recouvrées à hauteur de **154,7 milliards de FCFA** pour une prévision de 151,2 milliards de FCFA, soit un écart positif de 3,5 milliards de FCFA. Ces recettes

comprennent 38,5 milliards de FCFA au titre des licences de télécommunications, 34 milliards de FCFA de revenus du domaine, 21,1 milliards de FCFA de commissions sur transferts hors UEMOA, 23,7 milliards de FCFA au titre des dividendes dont 8,5 milliards de FCFA de dividendes PETROCI, 17,5 milliards de FCFA de recettes de services et 6 milliards de FCFA au titre des bonus de signature.

Les émissions de titres publics sur les marchés monétaire et financier ont permis de mobiliser **1.581,4 milliards de FCFA** contre 1.590,8 milliards de FCFA prévus. Ce montant comprend 407,5 milliards de FCFA d'emprunts obligataires, 58,8 milliards de FCFA de bons du Trésor et 1.115,1 milliards de FCFA au titre des Eurobonds.

Quant aux ressources extérieures, elles ont été mobilisées à hauteur de **1.044,6 milliards de FCFA** contre une prévision de 1.099,8 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 95%. Ces ressources comprennent les tirages sur emprunts-projets avec un taux de mobilisation de 100,5%, les tirages sur dons-projets avec un taux de réalisation de 60,6% et les appuis budgétaires mobilisés à hauteur de 99,8% du montant attendu.

Les ressources de trésorerie s'élèvent à **137,5 milliards de FCFA** et concernent les recettes affectées au remboursement des crédits de TVA pour 93 milliards de FCFA et la part des recettes de TVA reversée au secteur de l'électricité à hauteur de 44,4 milliards de FCFA.

II- EXECUTION DES DEPENSES

Les dépenses exécutées à fin décembre 2018 se sont chiffrées globalement à **6.016,5 milliards de FCFA** pour une prévision de 6.134,2 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 98,1%. Ces dépenses se présentent comme suit :

Le paiement du service de la dette publique s'est établi à **1.547,2 milliards de FCFA**, en ligne avec la prévision de 1.547,3 milliards de FCFA. Il se décompose en dette intérieure pour un montant de 937 milliards de FCFA et en dette extérieure pour un montant de 610,2 milliards de FCFA.

Les dépenses de personnel ont été exécutées à hauteur de **1.621,8 milliards de FCFA** pour une prévision de 1.635,4 milliards de FCFA, soit une économie de 13,6 milliards expliquée essentiellement par un niveau plus élevé que prévu des départs volontaires des militaires à la retraite, ainsi que le retard observé dans la transmission de certains dossiers de premier mandatement.

Les dépenses d'abonnement sont ressorties à **86,4 milliards de FCFA** contre une prévision de 97,8 milliards de FCFA. Ces dépenses concernent les règlements des consommations d'électricité (67,7 milliards de FCFA), de téléphone (10,7 milliards de FCFA) et d'eau (8 milliards de FCFA). L'écart négatif de 11,1 milliards de FCFA enregistré s'explique par les retards dans la transmission des factures. Il convient d'indiquer que toutes les factures validées à la clôture de la gestion 2018 au titre des abonnements, ont été payées conformément à l'engagement pris par le Gouvernement.

Les subventions et transferts ont été exécutés à hauteur de **403,7 milliards de FCFA** pour une prévision de 405,5 milliards de FCFA avec une économie de 1,8 milliard en liaison avec un niveau plus faible que prévu de la subvention aux écoles privées.

Les autres dépenses de fonctionnement, qui concernent principalement les charges de fonctionnement des services, se sont chiffrées à 628,4 milliards de FCFA contre 634,1 milliards de FCFA prévus.

S'agissant **des dépenses de sécurité et d'élections**, elles se sont établies à **32,6 milliards de FCFA** et ont concerné principalement les dépenses effectuées dans le cadre des activités du Conseil National de Sécurité et celles relatives aux élections municipales et régionales.

Quant aux **dépenses d'investissement** (hors dépenses de sécurité et d'élections), elles ont été exécutées à hauteur de **1.558,9 milliards de FCFA** contre un objectif de 1.664,3 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 93,7%. Ces dépenses ont été financées à 57,9% sur les ressources intérieures et 41,1% sur les ressources extérieures.

L'analyse des **taux de consommation des crédits d'investissement** (hors dépenses de sécurité et d'élections) par ministère et institution fait ressortir que trois(3) d'entre eux présentent des taux d'exécution inférieurs à 50%, huit (8) ont réalisé des taux d'exécution compris entre 50% et 75%, et trente-cinq (35) ont affiché des taux d'exécution supérieurs à 75%.

Enfin, les dépenses de trésorerie se sont situées à **137,5 milliards de FCFA** et comprennent les dépenses effectuées dans le cadre du remboursement de crédits de TVA pour 93 milliards de FCFA et celles concernant le reversement de la part des recettes de TVA affectées au secteur de l'électricité à hauteur de 44,4 milliards de FCFA.

Concernant en particulier les **dépenses de lutte contre la pauvreté et de réduction des disparités sociales**, elles se sont établies à **2.361,4 milliards de FCFA**, en dépassement de 70,6 milliards de FCFA par rapport à l'objectif plancher de 2.290,8 milliards de FCFA à fin décembre 2018.

CONCLUSION

L'exécution du budget de l'Etat à fin décembre 2018 est caractérisée par une évolution relativement satisfaisante de la mobilisation des ressources et une bonne maîtrise du niveau d'exécution des dépenses.

En effet, bien qu'en deçà des prévisions, le recouvrement des recettes fiscales affiche une nette progression de 131,4 milliards de FCFA par rapport à l'année précédente (+4,1%).

Quant aux dépenses, les charges de fonctionnement des services ont été globalement contenues à l'intérieur des dotations prévues et les dépenses d'investissement ont été exécutées à un niveau satisfaisant.

Ces évolutions ont permis de garantir le respect des engagements de l'Etat dans le cadre du programme économique et financier conclu avec le FMI, notamment en termes de déficit budgétaire dont le niveau a été contenu dans la limite des 4% du PIB comme prévu.

Les efforts d'amélioration du recouvrement des recettes et de consommation des crédits d'investissement seront poursuivis en 2019 afin d'assurer la continuité de la bonne mise en œuvre du Programme National de Développement (PND) 2016-2020.

Telle est l'économie de la présente Communication relative à l'exécution du budget à fin décembre 2018, soumise à l'adoption du Conseil des Ministres.

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES**

**LE SECRETAIRE D'ETAT AUPRES DU
PREMIER MINISTRE, CHARGE DU BUDGET
ET DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT**

Adama KONE

Moussa SANOGO

ANNEXE 1 : CADRAGE BUDGETAIRE
(Etat de réalisation à fin décembre 2018)

(En milliards de FCFA)

LIBELLE	Budget initial (hors comptes spéciaux)	Fin décembre		LIBELLE	Budget initial (hors comptes spéciaux)	Fin décembre		Ecart (Real-Obj)
		Objectif	Réalisation			Objectif	Réalisation	
RESSOURCES BUDGETAIRES	6 118,1	6 227,6	6 083,4	DEPENSES BUDGETAIRES	6 118,1	6 013,7	5 879,0	-134,7
Ressources intérieures	4 832,9	5 127,7	5 038,8	Dettes publiques	1 547,3	1 547,3	1 547,2	-0,1
Recettes fiscales	3 406,0	3 385,7	3 302,7	Dettes intérieures	919,0	919,0	937,0	18,0
DGI	1 891,5	1 797,6	1 770,9	Principal	663,9	676,4	719,8	43,4
dont FER				Intérêts	255,1	242,6	217,2	-25,4
TRESOR	9,4	10,5	11,3	Dettes extérieures	628,3	628,3	610,2	-18,1
DGD (Hors PCC, PCS et SGS)	1 505,1	1 577,6	1 520,5	Principal	387,9	385,7	372,5	-13,2
dont FER				Intérêts	240,4	242,6	237,8	-4,9
Recettes non fiscales	116,2	151,2	154,7	Dépenses ordinaires	2 722,1	2 772,7	2 740,3	-32,5
Privatisation et vente d'actifs	2,8	2,8	0,0	Personnel	1 635,4	1 635,4	1 621,8	-13,6
Transfert des entreprises	0,7	0,6	0,7	Abonnement	97,9	97,8	86,4	-11,4
Revenus du domaine DGI	23,6	37,3	34,0	Subventions et transferts	386,7	405,5	403,7	-1,8
Licences de télécommunication	57,0	57,0	38,5	dont subvention au secteur électricité	0,0	12,6	18,2	5,6
Intégration ressources additionnelles C2D		0,0	0,0	Autres dépenses de fonctionnement	602,2	634,1	628,4	-5,7
Fonds d'Investissement en milieu rural		13,4	13,4	dépenses sociales ciblées	15,0	6,8	6,7	-0,1
Autres recettes non fiscales	32,1	40,2	68,3	Charges de fonctionnement des services	587,2	613,5	607,9	-5,6
Emprunts sur marchés monétaire et financier	1 310,7	1 590,8	1 581,4	Dépenses de sécurité et d'élections	20,8	29,4	32,6	3,3
Emprunts obligataires		179,8	407,5	Financement intérieur	20,8	29,4	32,6	3,3
Bons et obligations du Trésor		295,8	58,8	dont investissement	5,0			0,0
Eurobonds		1115,1	1 115,1					
Autres emprunts								
Ressources extérieures	1 285,2	1 099,8	1 044,6	Dépenses d'investissement	1 828,0	1 664,3	1 558,9	-105,4
Appuis budgétaires	369,1	388,7	387,9	Financement intérieur	911,9	953,2	902,2	-51,0
FMI	162,0	149,0	154,4	Investissement FIMR	0,0	13,4	13,4	0,0
Banque Mondiale	30,0	60,0	56,7	Projets C2D	156,1	90,0	69,4	-20,6
AFD (C2D)	147,6	147,6	147,6	Couverture Maladie Universelle (CMU)	10,5	10,5	8,5	-2,0
UE	21,0	21,0	18,0					
Gouvernement Espagnol (C2D)	8,5	11,1	11,1					
Financement extérieur	916,1	711,1	656,7	Financement extérieur	916,1	711,1	656,7	-54,4
Dons-projets	755,8	144,3	87,4	Dons-projets	160,3	144,3	87,4	-56,9
Emprunts-projets	160,3	566,8	569,3	Emprunts-projets	755,8	566,8	569,3	2,5
OPERATIONS DE TRESORERIE (II)		120,6	137,5	OPERATIONS DE TRESORERIE (II)		120,6	137,5	16,9
Recettes de TVA affectées au remboursement de crédits de TVA		93,0	93,0	Remboursement de crédits de TVA		93,0	93,0	0,0
TVA secteur électricité		27,5	44,4	Reversement TVA au secteur électricité		27,5	44,4	16,9
TOTAL GENERAL	6 118,1	6 348,1	6 220,8	TOTAL GENERAL	6 118,1	6 134,2	6 016,5	-117,8

ANNEXE 2

EVOLUTION DES RECETTES FISCALES BUDGETAIRES (Etat de réalisation à fin décembre 2018)

En milliards de FCFA

LIBELLES	FIN DECEMBRE		
	Objectif	Réalisation	Ecart (Real-Obj)
RECETTES FISCALES BUDGETAIRES	3 385,7	3 302,7	-83,0
<u>DGI</u>	<u>1 797,6</u>	<u>1 770,9</u>	-26,7
Impôts directs	1 044,5	1 046,4	1,9
BIC pétrole et gaz	78,0	87,3	9,4
- BIC pétrole	34,1	39,6	5,5
- BIC gaz	43,8	47,8	3,9
Autres impôts directs hors pétrole et gaz	966,5	959,0	-7,5
- BIC hors pétrole	348,7	354,1	5,4
- Impôt synthétique et AIRSI	20,8	20,9	0,1
Impôts sur revenus et salaires	491,9	475,9	-16,0
Contribution pour la sortie de crise (ex CRN)	0,2	0,2	
Impôts sur revenus capitaux mobiliers/IRC	104,8	107,9	3,0
Impôts indirects	753,1	724,6	-28,5
TVA (hors part secteur électricité)	412,5	384,8	-27,6
TOB	68,0	66,1	-1,9
Taxes sur boissons et tabacs	43,8	43,3	-0,5
Droits d'enregistrement et de timbre	87,8	85,6	-2,1
<i>dont enregistrement café cacao</i>	13,3	12,9	-0,4
Patentes et Licences	28,2	26,6	-1,7
Taxes d'exploitation pétrolière	14,6	17,0	2,3
Taxe d'exploitation du gaz	18,8	20,5	1,7
Taxes sur les télécommunications	46,8	44,5	-2,3
Taxes spéciales sur les consommations téléphoniques	20,4	20,7	0,2
Taxe sur le caoutchouc	0,0	0,0	
Taxe ad valorem	10,4	13,9	3,6
Accises et autres taxes indirectes	1,8	1,5	-0,3
<i>dont Taxe pr le dev touristique</i>	0,7	0,6	
<u>TRESOR</u>	<u>10,5</u>	<u>11,3</u>	<u>0,8</u>
Impôts directs	8,9	9,9	1,1
Impôts sur revenus et salaires	8,9	9,9	1,0
Impôts fonciers (y/c RS 15% Loyer)	0,0	0,0	
Impôts indirects	1,6	1,3	-0,3
Timbres et vignettes	1,6	1,3	
Autres indirects	0,0	0,0	
<u>DGD</u> (hors PCC, PCS et SGS)	<u>1 577,6</u>	<u>1 520,5</u>	<u>-57,1</u>
Droits et taxes à l'importation	1 187,9	1 139,7	-48,1
Taxes sur produits pétroliers	323,0	296,2	-26,8
Taxes hors produits pétroliers (hors SGS, PCS et PCC)	864,8	843,6	-21,3
Taxes à l'exportation	389,8	380,8	-9,0

**ANNEXE 3 : Situation de la capacité d'absorption des dépenses d'investissement des Ministères et Institutions
(hors dépenses "sécurité et élection")**

MINISTERES / INSTITUTIONS	Dotation (Budget)	Exécution fin décembre 2018	Taux d'exécution
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	12 961 841 634	3 347 728 232	25,8%
Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	9 119 192 939	3 737 879 628	41,0%
Ministère de l'Hydraulique	73 478 452 698	35 448 907 227	48,2%
Ministère des Sports	48 628 041 782	24 758 041 782	50,9%
Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant	1 799 185 274	973 609 405	54,1%
Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	120 116 655 031	72 207 491 543	60,1%
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	48 010 795 004	31 793 610 297	66,2%
Primature et Services Rattachés	33 205 273 013	22 332 906 168	67,3%
Secrétariat d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat	65 118 592 916	45 858 410 223	70,4%
Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	96 777 248 010	68 978 485 588	71,3%
Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité	41 513 735 143	30 046 956 088	72,4%
Ministère de l'Equipement et de l'Entretien Routier	646 906 281 967	487 451 721 075	75,4%
Ministère de l'Artisanat	126 197 799	99 057 799	78,5%
Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes	18 591 949 719	14 624 477 030	78,7%
Ministère d'Etat, Ministère de la Défense	52 607 694 730	41 609 938 589	79,1%
Ministère de la Solidarité, de la Cohésion Sociale et de la Lutte contre la Pauvreté	14 136 786 421	11 211 139 094	79,3%
Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural	54 621 728 167	45 272 930 002	82,9%
Ministère de la Fonction Publique	669 805 159	563 009 353	84,1%
Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	21 671 957 250	18 354 247 645	84,7%
Ministère du Plan et du Développement	12 000 628 116	10 194 024 734	84,9%
Ministère de la Communication et des Médias	12 035 367 651	10 855 363 371	90,2%
Ministère de la Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du Service Public	350 000 000	319 648 320	91,3%
Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME	6 538 591 659	6 246 411 269	95,5%
Ministère des Eaux et Forêts	3 586 808 435	3 482 484 503	97,1%
Ministère de la Culture et de la Francophonie	1 808 480 180	1 774 552 375	98,1%
Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme	23 954 304 169	23 566 882 596	98,4%
Secrétariat d'Etat chargé du Service Civique	101 811 298	100 942 340	99,1%
Ministère du Tourisme et des Loisirs	686 152 175	680 860 602	99,2%
Ministère de l'Assainissement et de la Salubrité	9 093 050 225	9 038 302 218	99,4%
Ministère des Affaires Etrangères	6 493 214 046	6 476 794 046	99,7%
Ministère de l'Economie et des Finances	39 689 404 855	39 621 030 999	99,8%
Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale	9 025 347 972	9 017 712 633	99,9%
Ministère du Pétrole, de l'Energie et des Energies Renouvelables	213 781 089 739	213 780 659 738	100,0%
Représentation Nationale	690 641 166	690 641 166	100,0%
Présidence de la République	74 796 239 110	74 796 239 110	100,0%
Médiateur de la République	141 327 612	141 327 612	100,0%
Commission Electorale Indépendante	7 875 969 175	7 875 969 175	100,0%
Ministère de la Ville	83 999 862	83 999 862	100,0%
Ministère des Mines et de la Géologie	69 280 000	69 280 000	100,0%
Ministère des Transports	46 901 060 503	46 901 060 503	100,0%
Cour Suprême	370 574 000	370 574 000	100,0%
Ministère de l'Economie Numérique et de la Poste	2 625 200 251	2 625 200 251	100,0%
Secrétariat d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de la Promotion de l'Investissements Privé	1 199 160 000	1 199 160 000	100,0%
Secrétariat d'Etat auprès du Ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME, chargé de la Promotion des PME	1 069 004 257	1 069 004 257	100,0%
Ministère de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de L'Extérieur	19 977 400	19 977 400	100,0%
Parquet Général	13 425 283	13 425 283	100,0%
Total hors CS	1 835 061 523 795	1 429 682 075 131	77,9%
Comptes Spéciaux	129 227 930 054	129 227 930 054	100,0%
TOTAL GENERAL yc Comptes Spéciaux	1 964 289 453 849	1 558 910 005 185	79,4%

¹ En vue d'évaluer la capacité d'absorption réelle des ministères, leurs dotations ont été ajustées en déduisant les crédits inscrits au titre de certains projets notamment les dons exécutés par les bailleurs eux-mêmes.

ANNEXE 4 : SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES PRO-PAUVRES A FIN DECEMBRE 2018
(toutes sources de financement confondues)

(En Francs CFA)

DOMAINES	2017	2018	
	Réalisation	Objectif annuel	Exécution à fin décembre
01 Agriculture et développement rural	84 307 351 351	105 900 499 531	79 081 607 354
01.0 Administration générale	45 001 020 545	55 741 020 131	39 811 123 578
01.1 Programme de développement et de promotion de l'agriculture	5 933 956 789	16 179 798 076	4 526 739 856
01.2 Formation et encadrement	15 101 811 081	13 187 530 031	14 238 594 465
01.3 Aménagement hydro-agricole	4 682 375 603	7 418 834 516	7 131 832 678
01.4 Autres investissements en milieu rural (FRAR,FIMR)	13 588 187 333	13 373 316 777	13 373 316 777
02 Ressources Halieutiques et Production Animale	10 199 695 067	15 670 202 564	12 086 752 487
02.0 Administration générale / formation et encadrement	6 040 524 571	7 861 800 710	7 770 224 942
02.1 Appui à l'élevage et à la production laitière	2 232 660 876	1 031 744 285	1 818 987 299
02.2 Pêche et aquaculture	1 926 509 620	6 776 657 569	2 497 540 246
03 Education	1 085 463 651 843	1 263 144 413 706	1 194 451 418 844
03.0 Administration générale	34 957 945 511	32 878 401 174	26 896 398 992
03.1 Education préscolaire et enseignement primaire	480 186 043 391	540 142 640 487	527 995 689 628
03.2 Alphabétisation	452 116 549	462 225 911	439 051 007
03.3 Secondaire général, technique et professionnel	357 334 402 413	463 358 631 159	407 773 655 749
03.4 Enseignement supérieur et recherche scientifique	212 533 143 979	226 302 514 975	231 346 623 468
04 Santé	338 948 310 186	356 062 170 118	305 583 559 857
04.00 Administration générale santé	165 008 814 496	175 496 596 082	174 093 180 393
04.01 Système de santé primaire	70 639 077 461	88 110 513 798	60 915 975 433
04.02 Soins de santé préventive (programme élargie de vaccination)	1 522 464 239	2 000 000 000	4 524 269 654
04.03 Programme de lutte contre les pathologies et les endemies	20 431 501 556	29 227 570 731	14 776 899 337
04.04 Santé infantile, maternelle et nutrition	11 318 026 632	11 275 671 625	760 620 421
04.05 VIH/SIDA	23 275 602 058	11 803 082 290	11 889 943 867
04.06 CHU et Institutions médico-spécialisés	46 752 823 744	38 148 735 592	38 622 670 752
05 Eau et Assainissement	48 271 355 026	106 994 286 093	57 568 617 761
05.1 Accès à l'eau potable et assainissement	47 478 719 409	96 799 177 376	49 102 822 925
05.2 Protection de l'environnement et lutte contre la pollution	792 635 617	10 195 108 717	8 465 794 836
06 Energie	113 872 673 583	90 075 910 351	189 458 608 680
06.1 Accès à l'électricité	113 872 673 583	90 075 910 351	189 458 608 680
07 Routes et ouvrages d'art	329 357 739 737	216 547 905 821	426 659 068 562
07.1 Entretien pistes rurales	22 279 511 996	6 630 900 000	28 421 475 403
07.2 Constructions d'ouvrages d'art	9 153 718 115	500 000 000	15 241 798 157
07.3 Autres travaux routiers	297 924 509 626	209 417 005 821	382 995 795 002
08 Affaires Sociales	27 217 653 266	39 994 532 153	24 576 892 910
08.0 Administration générale	19 269 584 877	21 938 441 269	16 396 889 801
08.1 Formations destinées aux femmes	587 604 560	401 984 784	1 077 517 875
08.2 Orphelinats, pouponnières et centres sociaux	3 922 740 626	3 428 043 587	3 831 575 053
08.3 Formation au personnel d'appui	1 617 774 996	1 595 487 340	1 532 578 922
08.4 Prise en charge des indigents, des victimes de guerre et de	1 819 948 207	12 630 575 173	1 738 331 259
09 Décentralisation (hors éducation, santé et agriculture)	55 042 599 537	65 661 749 836	59 632 931 163
09.1 Décentralisation	55 042 599 537	65 661 749 836	59 632 931 163
10 Reconstructions et réhabilitations	12 700 000 000	9 637 077 907	8 805 296 159
10.1 Reconstruction et réhabilitation		453 375 200	
10.2 Habitat et logement sociaux	12 700 000 000	9 183 702 707	8 805 296 159
11 Autres domaines de lutte contre la pauvreté	4 258 604 006	21 104 760 966	3 536 948 975
11.1 Promotion et insertion des jeunes	2 590 313 221	18 696 346 487	2 425 982 215
11.2 Appui et suivi DSRP	84 698 598	1 500 000 000	
11.3 Développement du tourisme et de l'artisanat	1 583 592 187	908 414 479	1 110 966 760
TOTAL	2 109 639 633 602	2 290 793 509 046	2 361 441 702 752

Source: SIGFIP-DGBF